

# Le fait / Après le référendum en Catalogne

## LES PISTES

# Quels scénarios face à la crise en Catalogne ?

Analyse Maria Udrescu

Après des années passées à se regarder en chiens de faïence, Madrid et Barcelone se sont réveillés ce lundi dans un monde d'incertitudes, au lendemain d'un référendum marqué par des violences policières qui ont fait plus de 800 blessés en Catalogne. Les images des Catalans saignés, littéralement, par les forces de l'ordre espagnoles à coups de poing et de matraque n'ont ébranlé ni le Premier ministre espagnol Mariano Rajoy, ni le président catalan Carles Puigdemont. Au contraire. Dimanche soir, tous deux semblaient plus que jamais confortés dans leurs visions antagonistes de la réalité, l'un considérant que *"l'Espagne a été un exemple de démocratie pour le monde"*, l'autre estimant qu'elle *"a écrit une page honteuse dans l'histoire de sa relation avec la Catalogne"*.

Si les solutions politiques à cette profonde crise institutionnelle faisaient défaut déjà avant le référendum d'autodétermination organisé dimanche en Catalogne, rien ne laisse désormais envisager un apaisement des tensions entre le gouvernement espagnol et celui catalan dans un avenir proche. Pour Alvaro Oleart, doctorant à l'Institut d'études européennes de l'Université libre de Bruxelles, *"il y a peu de chances que la polarisation entre les deux camps ne continue pas"*.

### 1 La Catalogne proclame unilatéralement son indépendance

*"Le scénario le plus probable est une fuite en avant du gouvernement catalan"*, estime donc M. Oleart. Carles Puigdemont s'est hissé au pouvoir en janvier 2016 avec, pour leitmotiv, l'indépendance de la région catalane. Certes, la cause séparatiste n'a pas bénéficié du triomphe espéré, puisque la coalition Junts pel si et la

CUP, parti d'extrême gauche, n'ont obtenu que 47,8 % des voix. Mais ils ont néanmoins mis la main sur une majorité de 72 sièges au Parlement catalan. Malgré les menaces de Madrid, les arrestations en cascade des principales figures séparatistes et le silence radio de la communauté internationale, le président catalan n'a jamais dévié d'un iota de sa trajectoire. La loi référendaire – adoptée par le Parlement catalan début septembre mais annulée in extremis par la Cour constitutionnelle espagnole – précise que le peuple catalan est "souverain" et que l'indépendance serait proclamée dans les deux jours suivant le référendum si le "oui" l'emportait, sans fixer de quorum.

Or, ce dimanche, le "oui" aurait recueilli 90 % des suffrages, avec un taux de participation de 42,3 %, même si ces chiffres restent contestables au vu des conditions dans lesquelles le vote s'est déroulé. M. Puigdemont a donc annoncé dimanche soir qu'il transmettrait au Parlement régional les résultats du plébiscite pour qu'il agisse en conséquence.

Sauf qu'une déclaration unilatérale d'indépendance en tant que telle est aussi spectaculaire qu'elle n'a aucune valeur légale. Sans doute, les Catalans espèrent-ils parvenir ainsi à porter la question catalane à un niveau européen. Mais en pratique, *"cela ne veut pas dire que la Catalogne deviendra effectivement indépendante puisqu'elle serait toujours soumise à la Constitution espagnole"*, précise M. Oleart, qui imagine que la Catalogne pourrait mettre sur pied un groupe destiné à écrire la Constitution du nouvel "Etat". Rafael Arenas, professeur de droit international à l'Université autonome de Barcelone, ajoute par ailleurs *"qu'une déclaration d'indépendance ne signifie rien s'il n'y a pas une administration capable de gérer le territoire et les populations. Or la Generalidad n'a des compétences que dans certains domaines comme l'éducation, la santé, les forces de police"*.

*"Les Catalans sont dans une stratégie jusqu'au-boutiste. Ils sont allés trop loin et il n'y a pas d'autre solution que la fuite en avant."*

**Benoît Pellistrandi**  
Historien, spécialiste de l'Espagne contemporaine.

*"Une majorité des Catalans estime que la région devrait bénéficier d'une certaine autonomie. L'usage de l'article 155 pourrait réveiller le sentiment d'un retour à l'époque du franquisme."*

**Silvio Falcon**  
Politologue espagnol.

## 2 Madrid suspend l'autonomie catalane

Une chose est sûre : si la Catalogne se déclare indépendante, Mariano Rajoy ne restera pas les bras croisés. L'article 155 de la Constitution espagnole permet au gouvernement, si une région viole ses obligations constitutionnelles et légales ou "porte gravement atteinte à l'intérêt général de l'Etat", de "l'obliger à les respecter", et donc de suspendre son autonomie. Si la loi a été l'arme préférée de Madrid face aux indépendantistes catalans, Mariano Rajoy "a toujours été réticent à utiliser l'article 155, qui est pourtant parfaitement constitutionnel, parce qu'il a une signification politique très forte", note Benoît Pellistrandi, historien, spécialiste de l'Espagne. En effet, si les voix indépendantistes ont eu tendance à monopoliser la scène politique en Catalogne, les sondages montrent que la société penche, elle, plutôt du côté de l'unité. "Mais une écrasante majorité des Catalans estime que la région devrait bénéficier d'une certaine autonomie. L'usage de l'article 155 pourrait réveiller chez certains le sentiment d'un retour à l'époque du franquisme", met en garde le politologue Silvio Falcon.

Reste que, dans les faits, le Parti populaire (PP) de Mariano Rajoy dispose d'une majorité au Sénat, qui est compétent pour activer cet outil de dernier recours. Si le PP décide de sauter le pas, encore faut-il voir "la manière dont cet article va être appliqué", analyse Rafael Arenas. "Soit les principaux fonctionnaires catalans seront remplacés par des personnes désignées par le gouvernement central espagnol, avec le risque que cela provoque des troubles de l'ordre public. Soit Madrid utilisera cet article pour provoquer des nouvelles élections en Catalogne, en espérant que le nouveau Parlement catalan respecte la loi espagnole".

## 3 Des élections anticipées en Catalogne et... en Espagne ?

D'aucuns se demandent si le gouvernement de Barcelone ne risque pas de subir quelques remaniements, sans que Mariano Rajoy ne bouge le petit doigt. Silvio Falcon rappelle que la coalition au pouvoir ne tient finalement qu'à un fil, celui du séparatisme, les partis étant idéologiquement opposés. Tant la déclaration unilatérale de l'indépendance que la constitution d'un Etat digne de ce nom risque de faire voler en éclats cette unité de façade. Stéphane Mi-

chonneau, professeur à l'université de Lille 3, n'exclut pas, lui, que le président de la Catalogne, fort des résultats du référendum et de l'émoi provoqué par les violences infligées aux Catalans, "provoque des élections régionales pour s'assurer une majorité plus confortable dans son Parlement".

Côté espagnol, le gouvernement est loin de pouvoir se reposer sur ses deux oreilles. La maire de Barcelone, Ada Colau, dont la coalition est partenaire du parti d'extrême gauche Podemos, a d'ailleurs qualifié Mariano Rajoy de "lâche" et exigé sa démission. Selon M. Michonneau, le chef du gouvernement espagnol est tombé, dimanche, "droit dans le piège des catalanistes et a renforcé leur vision victimiste de l'histoire, selon laquelle la Catalogne serait par essence démocratique et toujours victime d'un méchant Etat espagnol autoritaire". M. Arenas confirme : "Ce dimanche a été un désastre complet. Le gouvernement a échoué à faire face aux défis des sécessionnistes."

Si les principaux partis espagnols tapent sur le clou du respect de la Constitution et se rangent pour l'instant du côté de Rajoy, le scénario d'une motion de censure contre le Premier ministre n'est donc pas à exclure. Après tout, le PP et les centristes de Ciudadanos, radicalement hostiles aux indépendantistes, ne disposant pas d'une majorité absolue à la Chambre des députés, les socialistes et Podemos pourraient réunir une majorité pour renverser Rajoy.

## 4 Un retour à la table des négociations ?

En attendant, selon M. Michonneau, "d'un côté comme de l'autre, on a tout intérêt à radicaliser le jeu politique". Une stratégie qui peut s'avérer d'autant plus attirante que "tous les acteurs politiques en Espagne sont faibles et que chacun essaie de tirer sa force de la faiblesse de l'autre", observe M. Pellistrandi. Après un bras de fer de cinq ans entre les Catalans et l'Etat espagnol, la moindre concession en vue d'entamer des réelles négociations est désormais devenue synonyme de capitulation. "Négocier et accepter la médiation d'une partie tierce seraient considérés comme une défaite par le PP", a

estimé ce lundi Amadeu Altafaj, représentant de la Catalogne auprès de l'Union européenne. Et d'ajouter : "Il n'est pas question que nous ne soyons pas loyaux envers le vote exprimé par les Catalans." Entendez : la Catalogne n'envisage pas non plus de faire marche arrière.

"Il y a des blessures émotionnelles, passionnelles, politiques extrêmement fortes des deux côtés. On a tellement excité les passions qu'on est passés au-delà de toute rationalité politique", regrette donc Benoît Pellistrandi.